



Communication du 08 mars

Journée internationale des Femmes

Ce mois de Mars 2010, nous célébrons les 100 ans de la proclamation de la Journée internationale des Femmes. C'est en 1910, pendant la Conférence internationale des femmes travailleuses à Copenhague, qu'a été approuvée la proposition de la socialiste allemande, Clara Zetkin, d'avoir une journée de lutte pour les droits des femmes, pour leur participation sur un pied d'égalité avec les hommes, dans la société, dans leur travail et dans leur développement intégral comme personne.

Une proclamation en mémoire d'une lutte très ancienne entre les sexes, qui a laissé en mémoire des événements très tristes. Un des plus connus est celui de 1908 dans les usines de "Cotton textile Factory". 129 travailleuses sont mortes brûlées dans un incendie causé par les bombes lancées sur elles au cours d'une grève où elles protestaient contre les conditions de travail infâmes qu'elles subissaient : les salaires bas, les longues heures de travail et le travail des enfants.

En ce jour, nous tenons à souligner l'immense reconnaissance pour toutes ces femmes de tous âges, qui une partie ou la totalité de leur vie, ont été les protagonistes de ses luttes, pour que la situation de la Femme avance de manière significative dans la justice et l'égalité et que maintenant nous puissions en voir ses fruits. Nous observons les avancées sociales et politiques de l'appropriation des droits, dans la présence des femmes dans les postes importants du pouvoir et les réalisations des femmes dans le droit et les politiques publiques.

Pourtant, il reste beaucoup à faire pour que cette égalité devienne une réalité dans tous les domaines et les moments de la vie quotidienne. Elles sont nombreuses les situations dans lesquelles on maintient une discrimination à l'égard des femmes en les traitant avec inégalité, manque de respect et de justice. Il suffit de jeter un regard à nos voisines, aux familles de nos quartiers, nos collègues de travail, les travailleuses des autres continents pour voir qu'il existe encore des différences, de la discrimination et de la violence à cause du sexe.

Nous pouvons voir que cette situation s'est aggravée aujourd'hui par la crise mondiale que nous traversons et qui frappe sans merci la classe ouvrière, mais de manière plus brutale et avec une plus grande dureté les collectivités les plus vulnérables et défavorisés, comme sont, entre autre, les femmes, spécialement les femmes pauvres, jeunes et les immigrantes.

En 2009 a été publié un rapport sur les "Tendances mondiales de l'emploi pour les femmes" par le BIT, qui confirme que l'inégalité des sexes demeure un problème grave dans les marchés du travail dans le monde.

Les femmes sont confrontées à de nombreux inconvénients pour accéder au marché du travail, elles font face à de nombreuses restrictions en ce qui concerne les secteurs d'activités dans lesquels elles aimeraient travailler et les conditions de travail auxquelles elles aspirent.

Elles sont sur-représentées dans le secteur de l'agriculture, elles sont désavantagées parce qu'elles occupent une proportion plus grande dans l'économie informelle avec des emplois précaires, de faibles revenus, et parfois des conditions inhumaines de travail.

Comme Église présente dans le monde du travail, comme travailleurs militants chrétiens nous ne pouvons rester passifs devant ces situations injustes. La reconnaissance et la protection des droits des femmes en milieu de travail dépendent de l'organisation du travail qui devrait tenir compte de la vocation à la dignité de la femme (Doctrines sociales de l'Église, 295). Nous devons continuer de revendiquer un salaire égal pour un travail égal, la conciliation entre le travail et la vie de famille, l'égalité des droits, la fin de la violence sexiste. Nous voulons l'égalité entre les sexes dans les relations au sein des Églises. Le respect de l'autonomie des femmes et de leur droit à l'égalité, doit encore poursuivre une longue lutte qui nécessite l'engagement de tous et toutes. Il est urgent de promouvoir des changements dans les habitudes culturelles qui renforcent de manière décisive la soumission des femmes et les empêchent de se développer.

Le rapport du BIT citée ci-dessus se termine par un appel à organiser les choses autrement: «La crise a souligné la nécessité d'un changement drastique qui apporte des emplois durables et de qualité qui assure une protection sociale plus large et promeut le dialogue social. Le dialogue social exige plus que jamais une représentation explicite des femmes dans les solutions à la crise économique. Dans le monde, l'énorme potentiel de travail des femmes est gaspillé, et la croissance et le développement économique seraient beaucoup plus élevés si elles prenaient en main les politiques économiques et sociales afin de donner à toutes les femmes la possibilité d'exercer un emploi décent. »

Nous pouvons vivre le 8 Mars uniEs aux revendications des femmes à travers le monde comme un temps de changement. Participons à ce chemin conjoint, pour avoir de nouvelles expériences qui démontrent que les êtres humains sont capables d'une réorganisation sociale où la coopération l'emporte sur la concurrence, l'égalité sur l'inégalité, le sens de la communauté sur l'individualisme.

Pratiquons à d'autres formes de pouvoir: un pouvoir partagé entre le pouvoir des individus et des collectivités, à la recherche de nouveaux paradigmes pour un monde différent, où il y a un sens à la vie pour tous et toutes. Rappelons-nous que «sans les femmes, les droits ne sont pas humains».

C'est seulement de cette façon qu'il est possible de vivre le respect de la diversité et que la femme ne soit pas pénalisée pour le fait d'être une femme. C'est une nouvelle occasion de renforcer dans tous les domaines de la vie des possibilités qui s'ouvrent pour récupérer le sens profond du travail, qui ennoblit une personne, homme ou femme, et qui d'aucune manière laisse les êtres humains aux mains de la production et de la consommation.

MMTC